



Service prévention des risques techniques

**Arrêté préfectoral
portant mise en demeure à l'encontre de la société ORANGINA SUNTORY FRANCE
PRODUCTION située sur la commune de Châteauneuf-de-Gadagne**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le Code de l'Environnement, notamment son article L.171-8 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au journal Officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°SI2009-12-30-0080-PREF en date du 30 décembre 2009 autorisant la société L'Européenne d'Embouteillage à poursuivre l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la production de boissons et d'eaux à Châteauneuf-de-Gadagne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2014 modifiant l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2009 susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2016 modifiant l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2009 susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2019 modifiant l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2009 susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2009 susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 03 juillet 2024, transmis à l'exploitant en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courrier du 05 juillet 2024 ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

Considérant que les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral modifié du 30 décembre 2009 dispose que : « *L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous définies : MEST : 35 mg/L; DCO : 125 mg/L; DBO5 : 30 mg/L; HCT : 10 mg/L* » ;

Considérant que le contrôle de la qualité des eaux de ruissellement sur le parking VL, réalisé sur un prélèvement effectué le 21 juin 2022, avait montré que la concentration en MEST était de 150 mg/L ;

Considérant que la concentration en MEST, mesuré sur le prélèvement réalisé le 21 juin 2022, est supérieure à la valeur limite établie par l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral modifié du 30 décembre 2009 modifié ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 18 juin 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier un retour à la conformité sur le paramètre MEST ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions susmentionnées de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 modifié ;

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION, exploitant un établissement spécialisé dans la production de boissons sur la commune de Châteauneuf-de-Gadagne, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral modifié du 30 décembre 2009 susvisé, dans un délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Châteauneuf-de-Gadagne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 05 AOUT 2024

Pour la préfète,
La secrétaire générale
Sabine ROUSSELY

